



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2017-07-15

COMITE SYNDICAL DU 6 JUILLET 2017

CREATIONS DE POSTES ET TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mil dix-sept, le six juillet à 18 heures 00, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 28 juin 2017

Délégués en exercice : 118

Délégués présents : 43

Pouvoirs : 0

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de la séance du 22 juin 2017, le Comité Syndical a été à nouveau convoqué le jeudi 6 juillet à 18h00 et peut délibérer valablement sans condition de quorum.

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : DUCASSE Jacky, BEYRIE Yves, GAY Gérard, LABARBE Anne-Marie, LALAGUE Joëlle, ESPAGNET Didier, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, NICOLLE Daniel / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : GUIMBERTEAU Yannick, DUBOUDIN Dominique, DUVAL Pierre / Communauté de communes rurales de l'entre deux mers : BENEY Régis, MORAT Damien, HATRON Valérie, MACIAS Chantal, ACENA Xavier, BOTTEGA Joseph, LIOTEAU Mady, DUBOS Jean-Claude, LABORDE Thierry / Communauté de communes de Montaigne Montravel : TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, REY Jean-Louis, LAPERROUSAZ Patrick / Communauté de communes de Castillon Pujols : TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, PAULETTO Patrice, DUVERGE Bernard, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DUDON Bernard, VIANDON Frédéric, GRANEREAU Patrick, JOUANNO Jean, THIBEAU Daniel / Communauté de communes du Pays Foyen : DARRIEUTORT Serge, LAVOIR Denis, POUPIN Annie, SERVANT Jacques, NAUDON Jean-Pierre, VACHER Jean-Claude, REGNER Jean

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, JAUTARD Gilles, DE RONNE Orande, LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, MALIRAT Jean-Pierre, ROBERTS Amanda, REMAUT Alain, MARTY Bruno, DESPUJOL Michel, BOURGOGNE Véronique, DEHEAULME Isabelle, GAURON Sarah, ARTERO Hervé, VILETTE Roger, MALLANDIT SALLAUD Christian, CARNELOS Christophe, CASTAGNET Bernard / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : FENELON Daniel, BIGOT Patrick, LAURET Bernard / Communauté de communes rurale de l'entre deux mers : FOUILHAC Christiane, MIGAUD François, MARNIESSE Denis, LANGELO Christophe, RAYNE Yves, PRA Jean-Marc, YON François, GASNAULT Jean-Pierre, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, GOMEZ Natacha, BOUDIGUE René, REBILLOU Bernard, CHARENTON Michel, SALAGNAC Pascal, PEYRE Francis, SAUTS Laurent, AUBERT Daniel, BOUSCARY Emile, BLANCHEREAU Claude, LEBRUN Gérard, BRIS Daniel / Communauté de communes de Castillon Pujols : DUVIGNEAU LOBRE Didier, GEROMIN Michel, BOURDIER Christian, DUBORIE Guy, ZECCHINI Alphonse, DELGUEL Jean-Claude, REBILLOUT Christian, LASSUS Philippe, LEPETIT Nathalie, NEUVILLE Alain, GAUTHIER Pierre, DUMARTIN William, MATHIEU Jean-Jacques, CESAR Gérard / Communauté de commune du Pays Foyen : BOULEAU Jacques, BELLECULEE David, MEYNAUD Éric, BASSET Jean-Michel, REBEYROLLE Jean-Jacques, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDES Jacques, LACHAIZE Yolande, COQUET Didier, LA SALMONIE Jacques, DESROZIER Marie-Hélène, HOSPITAL Patrick, VALADE Jean-Luc, LETELLIER Maurice / Communauté de communes de Montaigne Montravel : LAGORCE Josette, LACOSTE Robert, GALLOT Christian, LEGOUTIERES Alain



CREATIONS DE POSTES ET TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Comité Syndical du Castillonnais et du Réolais, sur rapport de Monsieur le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-3 1°) et 2°)

Vu le décret n°88-145 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des emplois 2017 adopté par délibération,

Vu le budget 2017,

Considérant la nécessité de créer 3 emplois permanents compte tenu de l'organigramme de l'USTOM,

- **Le Président informe l'assemblée délibérante** qu'aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.
- **Le Président propose à l'assemblée délibérante** la création des emplois permanents suivants :
 - 1 poste de Technicien Principal de 1^{ère} classe (catégorie B) à temps complet à raison de 35 /35ème.
 - 1 poste d'Adjoint Administratif territorial (catégorie C) à temps complet à raison de 35 /35ème.
 - 1 poste d'Adjoint Technique territorial Principal de 2^{ème} classe (catégorie C) à temps complet à raison de 35 /35ème.
- **Le Président propose de modifier le tableau des effectifs** en ajoutant ces postes :

Grades ou emplois	Catégories	Temps de travail	Effectifs au 10/07/2017		Total au 10/07/2017	Variations
FILIERE ADMINISTRATIVE			P	V		
Attaché	A	35h	1		1	0
Adjoint administratif territorial principal de 2 ^{ème} classe	C	35h	2		2	0
	C	35h	1	0.46	1,46	0
Adjoint Administratif Territorial	C	35h	5	1	6	+1
FILIERE TECHNIQUE						



Ingénieur Principal	A	35h	1		1	0
Ingénieur	A	35h		1	1	0
Technicien Principal 1 ^{ère} classe	B	35h		1	1	+1
Technicien	B	35h		1	1	0
Adjoint Technique Territorial Principal 2 ^o classe	C	35h	5	1	6	+1
	C	35h	1		1	0
Adjoint Technique territorial	C	35h	14	1	15	0
TOTAL			30	6.46	36,46	+3

Après en avoir délibéré,
Le Comité Syndical à l'unanimité,

- DECIDE de créer sdits postes à compter du 10/07/2017;
- Modifie le tableau des emplois tel que décrit dans la présente délibération ;

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception
Sous-Préfecture le :

Par publication ou notification le :

Le Président,

Sylvain MARIOT



2016/40



Envoyé en préfecture le 17/07/2017

Reçu en préfecture le 17/07/2017

Affiché le

SLO

ID : 033-253303499-20170706-20170715-DE